

SYSTEME DE JUSTICE ET DE POURSUITES PENALES AU SURINAME.

1 SYSTÈME DE JUSTICE ET DE POURSUITES PÉNALES AU SURINAME PAR M. S. PUNWASI¹

1.1 Organisation de base du service de poursuites

- a. Population dans notre juridiction: ± 500.000
- b. Nombre total du personnel dans notre organisation:

Nombre de procureurs: 15
Nombre de personnel d'appui: 12

- c. Relation formelle avec le Gouvernement central pertinent.

Selon l'Article 133 de la Constitution, le Pouvoir judiciaire est formé par le Président, le Vice-président, les membres et les membres adjoints de la Haute Cour de justice, ainsi que du Procureur général et des autres membres du Département des poursuites publiques.

Nota Bene

1. Tous les juges sont membres de la Haute Cour de justice. Le Suriname a une (1) Haute Cour de justice. Chaque année, la Haute Cour de justice nomme parmi ses membres les juges qui seront chargés de l'administration de la justice au civil et au criminel en première instance (juges des Tribunaux de District). En appel, la justice est administrée par un tribunal de la Haute Cour de justice composé de trois (3) membres ou membres adjoints de la Haute Cour de justice. Ce tribunal est toujours dirigé par le Président de la Haute Cour de justice. Aucun juge qui en première instance ou en qualité de juge d'instruction avaient participé à une affaire n'est admis à siéger à ce tribunal. La Haute Cour de justice administre donc la justice en deuxième (en appel) et en dernière instances sur la base des faits. Au Suriname, l'institution de la Cour de cassation n'existe pas.

Nota Bene

Dans les cas de violations des droits de la personne, les victimes ont la possibilité de s'adresser à la Cour interaméricaine par l'intermédiaire de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Cette situation s'est déjà présentée à trois reprises.

2. Le Suriname est doté d'un Parquet pour tout le territoire. Il est présidé par le Procureur général. Tous les juges d'instruction sont membres du Parquet. Notre Constitution prévoit seulement un Procureur général.

La loi prévoit deux Avocats généraux. Pour le moment, le Suriname a seulement un Avocat général. Le Parquet est organisé selon un ordre hiérarchique très strict. Le Procureur général est chargé du Parquet et assisté dans cette tâche par les Avocats généraux et de deux juges d'instruction. Le Procureur général et les Avocats généraux interviennent dans les affaires en appel devant la Haute

¹ M. S. Punwasi est Procureur général à la Haute Cour de justice du Suriname

Cour de justice. Les juges d'instruction sont chargés des poursuites en première instance, des affaires qui sont ensuite pris en charge par les procureurs de l'État et les procureurs de l'État adjoints.

Le Pouvoir judiciaire (chargé d'exercer l'action pénale) relève du Ministère de la justice et des institutions policières. Le Ministre de la justice est chargé politiquement de l'appareil judiciaire. La Constitution du Suriname prévoit que le Parquet fait partie du Pouvoir judiciaire et non du Pouvoir exécutif.

Le fondement de la relation entre le Gouvernement et le Parquet est ancré dans les dispositions suivantes de la Constitutions :

- Article 131: Toute interférence dans une enquête ou une poursuite d'affaires, ou dans des affaires instruites devant les tribunaux est interdite.
- Article 145: Le Parquet est exclusivement chargé des enquêtes et de l'instruction de tous les actes punissables.
- Article 146: L'instruction des affaires entendues par la Haute Cour de justice est exercée par le Procureur général ou en son nom. Le Procureur général dirige le Parquet, et est en même temps chargé des formations policières des tribunaux. Il a la faculté de donner aux officiers exerçant les fonctions policières des ordres relatives à la prévention, au dépistage et à l'enquête des actes punissables s'il l'estime utile aux intérêts de la bonne administration de la justice.
- Article 147: Le Procureur général supervise l'exécution dans les règles des fonctions policières. Il est habilité à formuler toute recommandation qu'il estime utile dans ce domaine.

Conformément à l'Article 148 de la Constitution, le Gouvernement détermine la politique générale des poursuites pénales. Le Gouvernement peut, dans des cas concrets, passer au Procureur général des instructions répondant aux intérêts de la sécurité de l'État.

- Le titre du chef du Parquet est Procureur général ou Procureur général à la Haute Cour de justice.
- Nom du Procureur général: M. Soebhaschandre Punwasi
Adresse: Henck Arronstraat no.3
Paramaribo
Suriname
Tel: (597) 479589
Fax: (597) 412104
Email: proc.gen@sr.net

Les modalités de la nomination et la durée du mandat du Procureur général sont établis dans les dispositions suivantes de la Constitution:

- Article 141: Pour exercer les fonctions de Procureur général à la Haute Cour de justice, il faut avoir atteint l'âge de trente ans accomplis, et avoir la nationalité surinamienne, avoir sa résidence principale ou sa résidence actuelle au Suriname.

Le Procureur général à la Haute Cour de justice est nommé par le Gouvernement sur avis de la Haute Cour de justice. Le Procureur général est nommé à vie.

La loi détermine les autres conditions de sa nomination ainsi que les indemnités qui lui sont consenties à lui, ainsi qu'à sa famille après sa mort.

Les caractéristiques particulières de l'organisation du Parquet sont énoncées dans les Articles 131 et 145 susmentionnés ainsi que dans les dispositions suivantes de la Constitution et du Code de procédure pénale :

Article 146: Le Procureur général représente la République de Suriname devant les tribunaux.

Article 140: Quiconque exerce des fonctions politiques est sujet aux poursuites devant la Haute Cour de justice même après sa retraite, au titre de la commission d'actes punissables dans l'exercice de fonctions officielles. Les actions en justice sont engagées contre lui par le Procureur général après leur inculpation par l'Assemblée nationale selon les prescriptions de la loi.

Article 156 du Code de procédure pénale :

Il peut être aussi dérogé aux poursuites si cette mesure répond à l'intérêt public.

1.2 Le rôle du procureur dans le processus d'instruction

- a. Les principales autorités intervenant dans l'instruction des affaires dans les juridictions du Suriname sont les suivantes :
 - La police de la Cour;
 - Les agents d'instruction;
 - Le juge d'instruction dans les affaires pénales.
- b. Pour en savoir plus sur le rôle du procureur dans une enquête, prière de consulter le paragraphe 1.1 de la section c.

En outre, il appartient à l'agent d'instruction de se prononcer sur la détention ou l'emprisonnement d'un suspect. En cas d'absence, cette faculté est octroyée au procureur de l'État adjoint (qui est un inspecteur de police désigné à cet effet). Seul un agent d'instruction est autorisé à émettre une ordonnance d'emprisonnement du suspect, ou de son élargissement, ou de faire libérer.

Si l'agent d'instruction estime qu'une interrogation préliminaire par le Juge d'instruction est nécessaire, il en fait la demande. Le juge d'instruction, avant la sommation à comparaître devant le tribunal provenant de l'agent d'instruction, peut sur sa demande, demander ou refuser de détenir le suspect.

1.2 Le rôle du procureur après l'étape d'instruction

- a. Le système pénal. Comme indiqué ci-dessus (1.1, alinéa g), on peut déroger à des poursuites également si cette mesure répond à l'intérêt public, en faisant appel au pouvoir discrétionnaire. Il

n'y a donc aucune obligation d'engager des poursuites. Si le procureur estime opportun de procéder sur la base de résultats de l'enquête préliminaire, il saisit le tribunal de l'affaire au moyen d'une sommation. L'ordonnance de sommation inclut, entre autres, l'acte d'accusation. L'acte d'accusation contient une description factuelle de l'acte ou des actes punissable(s) dont le suspect est accusé d'avoir commis. L'acte d'accusation a une validité tyrannique ou limitative : le juge, dans l'évaluation de la question de savoir quels actes ont été perpétrés par le suspect, doit se limiter aux actes dont le suspect est accusé.

- b. Le rôle du procureur dans l'action de justice. L'examen fait par le juge pendant le procès se déroule sur la base de l'acte d'accusation et sur l'interrogation devant le tribunal où il siège. Une fois engagée l'action en justice devant le tribunal, il appartient uniquement au juge de décider de la détention ou de la mise en liberté du suspect. Sur la base des résultats de l'enquête préliminaire, et de l'interrogation pendant le procès, l'agent d'instruction conclut, en se fondant sur les légalités qu'il a invoquées, et sur actes punissables dont la commission a été prouvée, s'il estime approprié de soumettre l'auteur des actes prouvés à une peine, et en fonction de la gravité de ces actes et du suspect en cause, il soumet une proposition de sanction au juge.

Il appartient, après tout, également au procureur, et pas seulement à l'avocat de la défense de se prononcer sur les circonstances justifiant l'élimination des sanctions pénales ou une réduction de peine, et les conséquences d'une telle décision pour le jugement du tribunal.

Nota Bene Le Suriname n'a pas un système de jury ou une administration de la justice par des pairs.

2 ENTRAIDE INTERNATIONALE

2.1 Éléments du système d'entraide internationale en matière pénale

- a. Autorités chargées d'exécuter la procédure d'entraide internationale en matière pénale/Description de la procédure

Toute demande d'entraide juridique doit être adressée au Procureur général qui, dans l'intérêt d'une conclusion célère et effective, décide immédiatement les mesures qui doivent être prises au sujet de cette demande (Articles 468 et 469 du Code de procédure pénale). Le juge d'instruction renvoie la demande, après y avoir annexé les rapports écrits relatifs aux interrogations qu'il a menées ainsi qu'aux mesures qu'il a adoptées, dans les plus brefs délais au Procureur général pour qu'à son tour, celui-ci les achemine à l'autorité judiciaire compétente dans l'État requérant (Article 475 du Code de procédure pénale).

- b. L'adhérence à un traité n'est pas requise pour répondre à une demande d'assistance. Seules les demandes émanées d'une autorité judiciaire étrangère qui requièrent une action quelconque du juge d'instruction doivent être soumises aux prescriptions d'un traité. Ces demandes doivent aussi être adressées au Procureur général.

La Convention des Nations Unies contre le trafic des stupéfiants et des substances psychotropes (Vienne, 1988) en son Article 7, peut servir de fondement à une entraide judiciaire dans les enquêtes, les poursuites et les actions en justice dans les affaires pénales telles qu'elles sont définies au paragraphe 1 de l'Article 3.

- c. Les demandes d'entraide judiciaire peuvent être rejetées dans les circonstances suivantes (Article 471 du Code de procédure pénale):
- Lorsqu'on soupçonne que la demande d'entraide judiciaire est soumise dans le but de poursuivre un suspect, de lui infliger une peine, ou pour toute autre cause fondée sur sa religion, ses convictions politiques, sa nationalité, sa race, ou le groupe de population auquel il appartient;
 - Si la concession d'une entraide judiciaire sert à une poursuite ou à une décision judiciaire incompatibles avec le principe qui constitue le fondement de l'Article 94 du Code de procédure pénale, *Ne Bis In Idem*, ou avec l'interdiction de relancer les poursuites après qu'un non-lieu a été prononcé antérieurement par l'agent d'instruction (Article 235 du Code de procédure pénale);
 - Si la demande d'entraide a été soumise dans le but d'enquêter des faits pour lesquels le suspect est poursuivi au Suriname;
 - Si elle a été soumise dans le but d'enquêter des actes punissables de nature politique ou de nature connexe, à moins qu'un traité ne crée l'obligation d'y accéder (Article 742 du Code de procédure pénale).

2.2 Moyens de contact

- a. Noms et moyens de contact des personnes et organismes chargés des procédures d'entraide judiciaire:
1. Procurator General with the High Court of Justice
Nom: M. Soebhaschandre Punwasi
Adresse: Henck Arronstraat no.03
Paramaribo
Suriname
N° de tél.: (597) 479589
Fax: (597) 412104
Courriel: proc.ge.@sr.net
 2. Office of the Procurator General
Division: DIRSIB
Contact: Mme Mirella van Dijk
N° de tél.: (597) 479589
Fax: (597) 412104
Courriel: proc.ge.@sr.net
- b. Les langues employées dans les contacts pour l'entraide judiciaire sont le néerlandais et l'anglais.

3 EXTRADITION

3.1 Description de la procédure d'extradition

- a. Autorités chargées d'exécuter la procédure d'entraide internationale en matière pénale/Description de la procédure :
- Conformément aux prescriptions d'un traité, tout État peut, sur la demande d'une institution autorisée d'un autre État, ordonner l'arrestation d'un étranger présent sur le territoire du Suriname s'il existe des motifs valables de s'attendre à ce qu'une demande d'extradition concernant cette personne et s'avérant recevable, sera soumise à cet effet dans les plus brefs délais par cet État étranger. Dans ce cas, l'agent d'instruction ou l'agent d'instruction adjoint peuvent émettre un mandat de mise en état d'arrestation provisoire de l'étranger (Articles 10 et 11) de la Loi sur l'extradition);
 - Toute demande d'extradition doit être soumise par écrit, soit par la voie diplomatique, ou – dans la mesure où le traité en vigueur le prescrit – directement au Ministère de la justice et des institutions policière (Article 15 de la Loi sur l'extradition);
 - La demande doit être accompagnée de l'original et d'une copie certifiée d'un jugement pénal recevable aux fins d'exécution, ou d'un mandat d'arrestation émis par une institution autorisée de l'État requérant ; une description des faits dont la personne recherchée est soupçonnée d'avoir commis, ou pour lesquels elle a été condamnée, le texte des dispositions judiciaires applicables, et les données pour la détermination de l'identité et de la nationalité de la personne recherchée (Article 15 de la Loi sur l'extradition);
 - À moins que le Ministre de la justice et des forces de police soit immédiatement d'avis que la demande d'extradition doive être rejetée, il renvoie cette demande assortie des documents pertinents au Procureur général. L'agent d'instruction qui reçoit la demande d'extradition peut ordonner l'arrestation de la personne recherchée (Articles 17 et 18 de la Loi sur l'extradition);
 - Au plus tard le troisième jour après réception de la demande d'extradition, l'agent d'instruction demande – après soumission des documents pertinents – par écrit au Tribunal de district de traiter la demande d'extradition;
 - L'étranger dont l'arrestation provisoire ou l'extradition a été demandée par un autre État peut, au plus tard la veille de l'audience devant le Tribunal de district, déclarer qu'il donne son assentiment à son extradition immédiate. L'agent d'instruction peut alors décider que la personne recherchée (le suspect) sera mise à la disposition des autorités pertinentes de l'État requérant. (Cette procédure s'appelle la Procédure simplifiée).
 - Si la personne recherchée ne donne pas son consentement à l'extradition immédiate, la Procédure formelle est entamée pour traiter la demande devant le Tribunal de district. Le Tribunal de district détermine l'identité et la nationalité de la personne recherchée et se prononce, sur la base de la documentation remise par l'État requérant, au sujet de la recevabilité de la demande. En fin de comptes, le Tribunal de district est l'instance qui se prononce sur la recevabilité de la demande. Face à des raisons convaincantes appuyant la détermination que la demande n'est pas recevable, ce tribunal en informe – sous forme d'un avis consultatif – le Ministère de la justice et des institutions policières qui, à son tour, doit rejeter la demande d'extradition. Si le Tribunal de district estime que la demande d'extradition est recevable, le Ministre de la justice et de la police prend une décision finale relative à la concession ou non de l'extradition. Dans l'affirmative exprimée par le Ministre de la justice, il appartient à l'agent d'instruction d'exécuter l'extradition.

- b. L'adhérence à un traité est nécessaire, selon notre Constitution (Article 3) et Loi sur l'extradition (Article 2) pour qu'il soit accédé à une demande d'extradition. Selon la détermination de l'Article 6, paragraphe 3, de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes (Vienne, 1988) "Si une partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité reçoit une demande d'extradition d'une Partie avec laquelle elle n'a pas conclu pareil traité, elle peut considérer la présente Convention comme la base légale de l'extradition pour les infractions auxquelles le présent article s'applique".

Étant donné que le Suriname est Partie à la Convention précitée – en absence d'un traité d'extradition d'une partie avec laquelle elle n'a pas conclu un traité d'extradition – cet instrument peut être invoqué aux fins de la concession de l'extradition pour les infractions visées à l'article 3 de cette Convention.

- c. Les Surinamiens ne sont pas extradés (Article 3 de la Constitution, et Article 2 de la Loi sur l'extradition).
- d. Les motifs suivants peuvent être invoqués pour rejeter une demande d'extradition:
- Si selon les lois de l'État requérant l'acte pour lequel l'extradition est demandée est sanctionné par la peine capitale (Article 5 de la Loi sur l'extradition);
 - Si la personne recherchée a déjà fait l'objet de poursuites au Suriname, et si l'action pénale pertinente avait fait l'objet d'un non-lieu par le procureur, or, d'après la loi surinamienne, la reprise de poursuites pour un même acte est interdite (Article 6 de la Loi sur l'extradition conjointement avec l'Article 235 du Code de procédure pénale);
 - Si la personne recherchée a été condamnée au Suriname, et le jugement des tribunaux surinamiens n'accepte pas le pourvoi en appel, et tenant de surcroît que, sur la base du principe du *Ne Bis In Idem*, cette personne ne peut pas être poursuivie et condamnée à nouveau;
 - Si la prescription extinctive frappe l'acte pour lequel la peine a été imposée et en raison duquel l'extradition est demandée;
 - S'il existe des soupçons qu'au cas où il est donné suite à la demande d'extradition, la personne recherchée sera poursuivie, punie, ou sera affectée d'une façon quelconque en raison de ses croyances religieuses, de ses convictions religieuses, de sa nationalité, de sa race du groupe de population auquel elle appartient;
 - Si en conséquence de l'extradition, la personne sera forcée d'agir à son corps défendant en raison de sa jeunesse, de son âge avancé ou sa mauvaise santé;
 - Si l'extradition porte sur des actes punissables de nature politique.

3.2 Contacts

- a. Noms et moyens de contact des personnes et organismes chargés des procédures d'entraide judiciaire:
1. Minister of Justice and Police:
Nom: Chandrikapersad Santokhi
Adresse: Henck Arronstraat no.1
Paramaribo / Suriname
N° de tél: (597) 473033
Fax: (597) 412109
Courriel: min.jus.-pol@sr.net
 2. Prosecutor General with the High Court of justice

Nom: Mr. Soebhaschandre Punwasi
Adresse: Henck Arronstraat no.03
Paramaribo
Suriname
N° de tél: (597) 479589
Fax: (597) 412104
Courriel: proc.ge@sr.net

3. Office of the Procurator General
Division: DIRSIB
Contact: Mme Mirella van Dijk
N° de tél: (597) 479589
Fax: (597) 412104
Courriel: proc.gen@sr.net

- b. Les langues employées dans les contacts pour l'entraide judiciaire sont le néerlandais ou l'anglais.